

# Amiral Pierre LACOSTE : “Osons dire les non-dits” (2013)

Category: Extraits de bulletin, Géopolitique, Guerre d'Indochine (1946-1954), Renseignement  
29 octobre 2021

Depuis qu'Internet a étendu sa toile sur toute la planète, on peut dire que jamais dans l'histoire de l'humanité la “ société de l'information ” n'avait joué un si grand rôle dans les politiques et dans les stratégies des institutions étatiques et des entreprises privées de l'économie mondiale. Mais, paradoxalement, alors que les discours édifiants des candidats aux élections dans les démocraties occidentales se targuent d'agir en toute “ transparence ”, ils évitent prudemment d'évoquer les “ zones d'ombres ” qui subsistent dans leurs sociétés respectives. Les “ non-dits ” ne couvrent pas seulement les scandales périodiquement révélés par quelques habiles journalistes d'investigation. Ils n'épargnent aucun parti politique, aucune collectivité humaine. Certes ces francs-tireurs profitent des lois sur la liberté de la presse qui caractérisent les démocraties authentiques. Mais il faut beaucoup de courage à leurs homologues de régimes autoritaires et des “ États faillis ” pour poursuivre et publier leurs investigations, parfois au péril de leurs vies.

Un des sujets les plus sensibles à cet égard est celui de la corruption parce qu'elle prend les formes les plus variées et qu'aucune institution n'est à l'abri des manoeuvres frauduleuses de quelques-uns de ses membres. On la dénonce chez l'adversaire, mais on feint de l'ignorer chez soi !

De Tien an Men aux “ printemps arabes ” la révélation des scandaleux privilèges des pouvoirs en place et des familles de leurs dirigeants, a été à l'origine des révoltes populaires remettant en cause les régimes précédents. En décembre 2012, les déclarations publiques de l'ancien et du nouveau maître de la Chine populaire ont été très significatives : le sacro-saint parti communiste chinois lui-même est interpellé après la révélation des comportements frauduleux de Bo xilai, l'ancien premier secrétaire du parti de Chonking et de sa richissime épouse. En Chine la corruption va probablement être traitée comme une affaire d'État. L'Église catholique en a été victime à travers l'IOR, l'Institut pour les oeuvres de Religion. Les déclarations du nouveau président de la “ banque du Vatican ” sont tout à fait claires : en confirmant les non-dits et les insuffisances du contrôle des flux financiers qui ont eu lieu dans le passé, il reconnaît la gravité des manoeuvres frauduleuses des quelques menteurs et escrocs qui ont abusé l'Institution. Il veut rétablir sa réputation en renonçant aux prudences du silence, amplificateurs des rumeurs et responsables de perceptions très négatives de l'Église, dans les opinions publiques et les milieux dirigeants du monde entier.

Tout essai de problématique sur le thème des “ non-dits ” conduit inévitablement à évoquer un vaste ensemble de sujets qui sont du domaine des sciences politiques et sociales et des pratiques gouvernementales, dans les différents

contextes du secteur public et des secteurs privés. Le “ non-dit ” relève aussi, évidemment, des responsabilités du Renseignement et des Services Secrets. Certains secrets sont incontestablement légitimes, par exemple pour des États de droit victimes d’agressions militaires ou de menaces terroristes. A l’opposé, les secrets de la corruption et de la criminalité sont évidemment inavouables par leurs auteurs et leurs complices. Entre ces deux extrêmes j’appelle ambigües, les centaines de nuances du secret qu’on peut distinguer en fonction des contextes, des personnes et des circonstances. Elles soulèvent des interrogations fondamentales en termes d’exigences morales et de règles déontologiques. Les bouleversements géopolitiques d’après la fin de la Guerre froide ont dessiné les premiers contours d’un nouveau monde et d’un nouveau siècle. Mais la rapidité et la complexité des évolutions démographiques, politiques, économiques et sociales, contrastent avec les pesanteurs, les rigidités ou les archaïsmes des mentalités et des comportements.

Des secrets légitimes s’observent notamment dans les situations de guerre, chez chacun des adversaires en présence. Dans les grands conflits militaires du XXe siècle, comme dans les nouvelles formes de conflits asymétriques de luttes contre le terrorisme, de guerres révolutionnaires et de guerres de religion, les pratiques du secret s’imposent à l’évidence aux forces de l’ordre professionnelles, militaires et policiers, à la Justice et aux gouvernants.

L’observation des États-Unis montre comment les principaux traits de la culture nationale sont déterminants dans les “ représentations ” des réalités dans l’opinion publique et dans leurs perceptions par les cercles dirigeants. Dans leur grande majorité, les citoyens américains avaient adhéré aux visions primaires diabolisant le communisme : l’URSS était perçue comme “ l’Empire du mal ”. Avant le 11 septembre 2001, ce singulier aveuglement avait conduit les “ faucons ” du Parti Républicain à ne pas prendre au sérieux les menaces les plus précises du terrorisme. Un même tropisme simplificateur, les mêmes confusions sur la nature exacte de leurs ennemis islamistes, les ont enfermés dans une nouvelle sorte de “ croisade ” diabolisant, cette fois-ci, “ l’Islam en général ”. Cette funeste erreur de jugement sur des situations bien plus complexes que les visions binaires “ ami-ennemi ” a eu des conséquences dramatiques.

Les fabuleuses capacités de leur immense arsenal militaire font l’orgueil de la majorité des citoyens américains. C’est seulement de nos jours, après les défaites des années 70 au Vietnam, puis les déboires successifs en Irak et en Afghanistan, qu’ils commencent à douter des affirmations, des jugements et des décisions des maîtres du “ complexe militaro-industriel ” qui n’a jamais cessé d’exercer une influence dominante sur la politique des États-Unis. Déjà, à la fin de ses deux mandats présidentiels des années cinquante, le Président Dwight Eisenhower avait mis en garde ses concitoyens sur les dangers de ce très puissant lobby. Soixante-dix ans plus tard, des voix de plus en plus nombreuses s’élèvent pour fustiger les mensonges de G.W. Bush en 2003 à la tribune des Nations Unies et pour condamner ses stratégies “ d’apprenti sorcier ” dans les années suivantes.

Des secrets inavouables visent à camoufler les activités illégales ou criminelles de certains membres des partis politiques et de leurs clientèles électorales, pour abuser les citoyens désinformés. Les non-dits sur les organisations de type " mafieux " sont caractéristiques à cet égard. En dépit d'une documentation précise, complète, incontestable et aisément accessible sur le sujet, comme ce n'est pas un enjeu politique visible, on évite d'en parler dans les campagnes électorales.

Au début des années 90, j'ai publié un essai, sous le titre " les mafias contre la démocratie " pour analyser leurs stratégies et leurs méthodes. Elles ne sévissent pas seulement en Italie ; on en trouve dans plusieurs autres sociétés européennes, américaines et asiatiques. " Corruption et Omerta " sont les deux mots-clés qui résument le mieux les raisons de leur exceptionnelle résistance à toutes les attaques, y compris dans des États de droit. Des familles de la " Cosa Nostra américaine " sont encore présentes dans toutes les grandes métropoles des États-Unis. La " criminalité en col blanc " sévit dans les milieux financiers de Wall Street sous la forme de délits d'initiés et de subtiles et monumentales escroqueries. Elles sont, sans aucun doute, au coeur de la déroute des " subprimes " de 2008 sur le marché immobilier américain. Elles figurent, incontestablement, parmi les principales causes de la crise financière, budgétaire et économique qui sévit depuis cinq ans dans le monde.

Quelques révélations tardives permettent de rompre peu à peu la loi du silence. Cependant les réseaux légaux et illégaux sont si étroitement imbriqués que les plus habiles des escrocs trouvent toujours le moyen d'échapper aux contre-mesures. Le cas des paradis fiscaux est particulièrement significatif. Je me rappelle, il y a plus de trente ans, la tentative de régulation internationale, au " sommet de l'Arche ", à l'initiative du Président Mitterrand. Trois décennies plus tard, le sujet est toujours d'actualité dans les médias, mais ils ne lui accordent qu'un intérêt marginal comparé à la place qu'ils ont réservé pendant des mois au " mariage pour tous "...

Car la grande criminalité est un " sujet qui fâche ". Les idéologues qui l'ont délibérément éliminé de leurs discours prétendent que les criminels ne sont pas personnellement responsables, dès lors que ce sont les sociétés libérales qui les ont conduits à exercer leurs méfaits ! Cette manière de travestir les vérités sous les sophismes et les non-dits est une autre justification de la formule " secrets ambigus ". Leur dévoilement est une des obligations les plus nécessaires pour l'avenir de la société française. Le devoir de vérité s'impose si l'on veut rétablir des relations de confiance et réaliser des dialogues constructifs entre personnes de bonne volonté. Au-delà des clivages et des haines politiciennes il faut oser dire franchement certains non-dits les plus dommageables. D'autant plus que beaucoup de secrets ambigus expliquent la chute de popularité du Président élu en 2012 à la tête de l'État.

Pour l'observateur en retraite que je suis, les méthodes d'analyses prospectives et stratégiques offrent plusieurs pistes d'explications. Par exemple celle de l'opposition fondamentale entre les " stratégies d'appareil " et les " stratégies de gouvernement ". Les premières consistent à élaborer en permanence des

compromis et des arrangements variables entre des courants idéologiques opposés et des personnes en conflits. Les secondes dépassent et subordonnent les préoccupations clientélistes de la République parlementaire pour privilégier l'intérêt national et l'imposer sur la scène intérieure comme sur la scène internationale. Car les logiques de contrôle de partis politiques perpétuellement secoués par des divergences de " courants " et de personnes, sont fondamentalement différentes des logiques d'hommes d'État confrontés aux problèmes cruciaux de l'avenir de la Nation. Les responsabilités opérationnelles du pouvoir exécutif s'opposent alors aux positions des doctrinaires, des sectaires et des " apparatchiks ".

La situation du gouvernement et de la société française en 2013 est profondément inquiétante. La publication d'innombrables études, rapports et témoignages, français et étrangers, démontre qu'il ne s'agit pas ici de " non-dits ", mais de la révélation d'un vaste ensemble de " dénis de vérité " ; des préjugés, des partis-pris, des amalgames ; des contre-vérités et des dérives idéologiques. Le militantisme intellectuel et politicien, l'esprit de revanche, la diabolisation de l'opposition, qui dégénèrent en règlements de comptes. Ce n'est pas l'apanage des majorités " de gauche " contre celles " de droite ", mais les effets d'un travers national, " les querelles gauloises ", qui remonte aux plus anciens temps de notre histoire. Une autre de nos spécificités combine le centralisme administratif avec la complexité des textes législatifs et réglementaires et avec un nombre abusif de fonctionnaires. Elle explique notamment le refus des réformes les plus nécessaires pour éviter à la société française de sombrer dans la faillite. Et pourtant, il y a de nombreux exemples d'institutions, d'entreprises et de communautés, qui ont accepté de se réformer à l'appel des gouvernements successifs, au profit du bien général et au détriment de certains de leurs intérêts égoïstement corporatistes. Deux illustrations, l'Éducation Nationale et les Armées, rappellent des évidences conformes aux exigences de la mondialisation ainsi qu'aux principes essentiels de l'Intelligence Économique et d'une saine gouvernance.

Le budget de l'Éducation Nationale, devenu le premier de l'État, est presque entièrement consacré à des dépenses de personnel. L'histoire des échecs, cent fois répétés, de presque tous les Ministres de l'Éducation Nationale démontre à l'évidence les rigidités d'une immense administration allergique aux réformes. La publication d'innombrables études, rapports et témoignages sur ce Ministère est bien la preuve d'un insupportable " déni de vérités ". Le recours systématique aux pressions de la rue, aux actions para-révolutionnaires de quelques groupes activistes puissamment organisés, idéologisés et politisés s'inspire des pratiques " totalitaires ". Elles sont toujours parvenues à annuler les décisions des gouvernements successifs... sauf quand ils ont accepté de se soumettre à leurs propres exigences.

Le livre publié en 2000 par Claude Allègre sous le titre " Toute vérité est bonne à dire " est, à cet égard, le plus édifiant des témoignages. Venant d'un militant de gauche, intime des membres les plus notables du Parti socialiste, ses propos ne sont guère contestables. Désavoué par Lionel Jospin, son meilleur ami alors premier ministre, Claude Allègre a subi les redoutables représailles de l'appareil semi-clandestin qui n'a jamais cessé de régner à l'Éducation Nationale. Les engagements du Président de la République élu en 2012 au profit du recrutement

supplémentaire de fonctionnaires de ce ministère démontrent que cet appareil demeure encore assez puissant pour abuser nos compatriotes et pour leur imposer ses propres lois.

A l'opposé des fonctionnaires civils syndicalisés et politisés, qui défendent des privilèges indus et des activistes impénitents qui refusent d'obéir à leurs gouvernants, les communautés militaires ont fait preuve, dans les cinquante décennies précédentes, d'un civisme exemplaire (1). Confrontées à des changements radicaux dans les politiques de Défense ; engagées par la Quatrième République dans les conflits de décolonisation, notamment en Indochine et en Algérie, elles l'étaient simultanément dans l'OTAN, face à la menace soviétique. Dans les années 60, pour la création et la mise en oeuvre des Forces nucléaires stratégiques, les Armées ont réussi à relever des redoutables défis techniques et opérationnels. Enfin après la fin de la Guerre froide la suppression du Service Militaire a de nouveau bouleversé les structures et imposé des réductions drastiques des capacités. Cependant qu'au plan opérationnel elles n'ont cessé de tirer les leçons des nouvelles formes de conflits militaires. Dans la plus grande discrétion, les Armées françaises ont toujours loyalement exécuté les réformes décidées par le pouvoir politique. Dans l'esprit et dans la lettre du Livre Blanc de 2008 sur la Défense et la Sécurité, elles se sont remarquablement adaptées aux exigences d'un monde en mutation. Mais de nouvelles épreuves les attendent après la publication du nouveau Livre Blanc de 2013.

### **Conclusion : " Pourquoi faire simple quand on sait faire compliqué ! "**

Longtemps passées sous silence, les dérives administratives de nos services publics ne peuvent plus être ignorées. Tous les organismes français et européens compétents, les meilleurs experts et les personnalités les plus qualifiées qui observent et commentent les raisons et les remèdes de la crise économique et sociale actuelle, font les mêmes constats. Ils dénoncent en France le poids excessif des effectifs superflus, la complexité de nos structures administratives qui plombent inexorablement les dépenses publiques au mépris des plus élémentaires règles de bon sens.

Le " déni de vérité " est une des plaies de la société. Il s'explique par des raisons historiques et culturelles : le centralisme de l'État remontant à l'ancien Régime, aux jacobins de 1793 et au Premier Empire ; les privilèges de l'École Nationale d'Administration qui illustrent jusqu'à la caricature les dangers d'une superstructure étatique qui semble mépriser les activités du " privé ", alors que beaucoup de ses anciens élèves bénéficient sans vergogne de leurs avantages pécuniaires ! Cependant que d'autres, parmi ceux qui ont choisi de faire carrière dans la politique, sont tributaires des logiques politiciennes, de leurs règles et de leurs " non-dits ".

Le refus des réformes et l'impossibilité de les imposer à l'opinion résulte donc d'un ensemble complexe de causes. Leur étude, dans le cadre des sciences sociales, est plus nécessaire que jamais à une époque de mises en cause fondamentales entre deux mondes et entre deux siècles.

(1) A l'exception du putsch des généraux contre le Général de Gaulle dans les tragiques circonstances de la Guerre d'Algérie.

Ce plaidoyer pour plus de transparence ne m'empêche pas de recommander d'agir avec circonspection. La prudence s'impose d'autant plus, dans ce domaine, que la plupart des sujets que j'ai évoqués suscitent des réactions passionnelles. C'est la passion contre la raison. " Osons dire les non-dits " oui, mais dans le respect des opinions et des personnes de bonne foi, sans oublier de rappeler les exemples de dirigeants qui n'ont jamais besoin de recourir à des moyens illicites pour assumer leurs responsabilités et pour réussir dans leurs entreprises.

*Article publié dans la lettre N° 10, juin 2013, " Offensif et Stratégie ", de Ludovic EMANUELY*